

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Energieeffizienz
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Postulat
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Marco
Bernhard, Laurent
Bieri, Niklaus
Caretti, Brigitte
Dupraz, Laure
Flückiger, Bernadette
Freymond, Nicolas
Mach, André
Müller, Sean

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Bernhard, Laurent; Bieri, Niklaus; Caretti, Brigitte; Dupraz, Laure; Flückiger, Bernadette; Freymond, Nicolas; Mach, André; Müller, Sean 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Energieeffizienz, Postulat, 1989 - 2021.
Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Energiepolitik	1
Wasserkraft	2
Alternativenergien	2
Raumplanung und Wohnungswesen	3
Raumplanung	3
Umweltschutz	3

Abkürzungsverzeichnis

UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
BFE	Bundesamt für Energie
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
GEAk	Gebäudeenergieausweis der Kantone

CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
OFEN	Office fédéral de l'énergie
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
CECB	Certificat énergétique cantonal des bâtiments

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Energie

POSTULAT
DATUM: 21.09.2016
NIKLAUS BIERI

Ein Postulat "Voraussetzungen für eine funktionierende **Energielenkungsabgabe im Wohnbereich**", von Marina Carobbio Guscetti (sp, TI) am 11. Juni 2015 im Nationalrat eingereicht, verlangt vom Bundesrat einen Bericht darüber, wie eine Lenkungsabgabe insbesondere für den Wohnbereich ausgestaltet sein muss, damit eine Lenkwirkung erzeugt wird. In seiner Antwort vom 26. August 2015 hielt der Bundesrat fest, dass ihm die Problematik einer Lenkungsabgabe im Wohnbereich bewusst sei. Er werde diese Thematik im Bericht zum Postulat Jans (sp, BS) aufnehmen und beantragte deshalb, das Postulat Carobbio Guscetti abzulehnen. Der Bericht erschien im April 2016. Am 21. September 2016 wurde das Postulat im Nationalrat mit 131 zu 63 Stimmen (keine Enthaltung) abgelehnt.¹

Energiepolitik

Le Conseil national a transmis un postulat Vallender (prd, AR) demandant à l'exécutif, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur l'énergie, une égalité de traitement entre les installations de couplage chaleur-force qui utilisent des énergies renouvelables et les usines d'incinération de déchets ménagers. Précisément, la suppression de l'obligation d'un rendement annuel minimum (de 60 à 80 %) pour les installations de couplage chaleur-force a été sollicitée.²

POSTULAT
DATUM: 07.10.1999
LAURE DUPRAZ

La chambre basse a transmis, par 131 voix contre 59, au Conseil fédéral un postulat du groupe des Verts lui donnant mandat d'examiner l'opportunité de **coordonner les diverses contributions financières** en faveur de l'assainissement des bâtiments au sein d'un seul organe, en l'occurrence l'OFEN. Selon les postulants, un effort de coordination permettrait de gagner en efficacité et d'éviter des redondances.³

POSTULAT
DATUM: 09.03.2009
NICOLAS FREYMOND

Chargée de l'examen préalable de deux initiatives parlementaires Hiltbold (plr, GE) (Pa. Iv. 08.517 et 08.518) visant à développer les **incitations à la construction de bâtiments à standard énergétique élevé**, la CEATE-CN s'est ralliée aux objectifs de l'initiant, tout en privilégiant d'autres instruments et une autre manière de procéder. Après avoir rappelé que le secteur du bâtiment relève de la compétence des cantons, les commissaires ont jugé que le parlement ne dispose pas des informations nécessaires pour créer lui-même un régime d'incitation conforme aux exigences formulées dans les deux initiatives. Aussi, la CEATE a déposé un postulat confiant au Conseil fédéral le mandat de fournir ces informations. Elle a en outre déposé un second postulat (po. 09.3725) demandant au gouvernement d'examiner l'opportunité d'aménager les règles d'accréditation auxquelles doivent satisfaire les experts habilités à délivrer un CECB. La commission souhaite ainsi élargir l'accès à la formation CECB aux personnes des métiers du bâtiment, en plus des experts académiques du secteur. En plénum, une très large majorité a transmis les deux postulats au Conseil fédéral et les deux initiatives ont, quant à elles, été retirées par leur auteur.⁴

POSTULAT
DATUM: 08.09.2009
NICOLAS FREYMOND

Suite à l'accident nucléaire de Fukushima, le Conseil national a accepté un postulat Leutenegger (plr, ZH) demandant au Conseil fédéral de réexaminer sa stratégie énergétique en établissant le potentiel technique et économique des **alternatives à l'option nucléaire** (énergie hydraulique, centrales de pompage-turbinage, énergie éolienne, énergie solaire, biomasse, géothermie, couplage chaleur-force et efficacité énergétique).⁵

POSTULAT
DATUM: 08.06.2011
LAURENT BERNHARD

POSTULAT
DATUM: 13.12.2012
LAURENT BERNHARD

En décembre, le Conseil des Etats a transmis un postulat Häberli-Koller (pdc, TG) chargeant le Conseil fédéral de présenter des **mesures d'encouragement et des mesures législatives les plus efficaces afin de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO2 du parc immobilier suisse**.⁶

POSTULAT
DATUM: 22.03.2013
LAURENT BERNHARD

Suite à l'adoption d'un postulat Wasserfallen (plr, BE) par le Conseil national en mars, le Conseil fédéral a été chargé de proposer des mesures permettant de **promouvoir l'investissement dans l'efficacité énergétique des bâtiments sur le marché du logement**. Le dépositaire a fait valoir que le droit du bail en vigueur n'incitait guère à de tels investissements.⁷

POSTULAT
DATUM: 27.09.2013
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national a adopté un postulat Jans (ps, BS) portant sur le **modèle du « Green Deal Loan »**. Ce système vient d'être mis en place en Grande-Bretagne et permet aux propriétaires de demander un crédit d'investissement afin de financer la rénovation énergétique de leurs logements. Le Conseil fédéral a reçu le mandat d'établir si le « Green Deal Loan » pouvait servir de modèle pour la Suisse.⁸

Wasserkraft

POSTULAT
DATUM: 05.07.1989
BRIGITTE CARETTI

Le Conseil fédéral a refusé de prendre position sur l'extension, très controversée, des installations hydro-électriques du Grimsel (BE). Ce projet, devisé à environ deux milliards de francs et développé par les Forces motrices de l'Oberhasli, vise à augmenter les capacités de stockage de l'actuel lac artificiel. Lors du débat suscité à ce sujet au Conseil national par le postulat Leutenegger Oberholzer (poch, BL; Po. 88.503) et l'interpellation Bär (pes, BE; Ip. 88.569), ont été évoqués tant l'absurdité de ce développement que son gigantisme technocratique. Si l'UDC le défend, le PES, l'AdI et le PS sont opposés à un tel concept. Ce débat a été, par ailleurs, jugé comme étant trop précoce par Adolf Ogi car les autorités bernoises ne se sont pas encore prononcées de facto au sujet de Super-Grimsel (en vertu de quoi le postulat Leutenegger Oberholzer a été refusé et l'interpellation Bär renvoyée). Néanmoins, deux rapports affirment que le projet n'est pas compatible avec l'environnement et que sa réalisation n'est pas indispensable à l'approvisionnement énergétique du canton et du pays; il s'agit de l'étude d'impact effectuée par le Service cantonal bernois de coordination pour la protection de l'environnement ainsi que du rapport sur le rendement énergétique élaboré par la société Electrowatt.⁹

POSTULAT
DATUM: 28.09.2012
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national a transmis lors de la session d'automne un postulat Guhl (pbd, AG) chargeant le Conseil fédéral d'examiner des modifications légales afin d'**améliorer l'efficacité des centrales hydrauliques** sans qu'un renouvellement de concession ne soit nécessaire.¹⁰

Alternativenergien

POSTULAT
DATUM: 06.04.1992
ANDRÉ MACH

La décision du Conseil fédéral de diminuer de 50% à 30% l'aide financière de la Confédération aux projets de promotion des énergies renouvelables a provoqué les protestations des milieux directement concernés. Le conseiller national Ledergerber (ps, ZH) a même déposé un **postulat** (Po. 92.3038) **qui demande au gouvernement de remanier l'ordonnance visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie** qui prévoit une telle réduction.¹¹

POSTULAT
DATUM: 21.06.2013
MARCO ACKERMANN

Stillschweigend und diskussionslos nahm der Nationalrat in der Sommersession 2013 auf Antrag des Bundesrates ein Postulat Maier (glp, ZH) an, das einen Bericht zur **Energieeffizienz von Rechenzentren in der Schweiz** verlangte. Im Bericht soll dargelegt werden, wie hoch der derzeitige Stromverbrauch solcher IT-Anlagen ist, ob das von 2008 bis 2013 eingesetzte Förderprogramm PUEA gewirkt hat, ob die Energieeffizienz gesteigert werden konnte und ob die Abwärme auch effizient genutzt wird.¹²

POSTULAT
DATUM: 20.12.2019
MARCO ACKERMANN

Stillschweigend und diskussionslos nahm die grosse Kammer in der Wintersession 2019 ein Fraktionspostulat der FDP an, mit welchem ein **Bericht zum Potenzial von Fernwärme- und Fernkälteanlagen aus erneuerbaren Energien in der Schweiz** gefordert wurde. Die vom Bundesrat unterstützte freisinnige Fraktion erhoffte sich davon die Darstellung von Möglichkeiten zur CO₂-Reduktion im Sinne des Netto-null-Emissionsziels bis 2050 und zur Sicherung der Energieversorgung im Land. Der Bericht sollte insbesondere das Zusammenspiel zwischen den föderalen Ebenen erläutern, die Rolle der städtischen Energieversorger einordnen, einen Vergleich mit dem Ausland und eine Statistik zum CO₂-Verbrauch der in der Fernwärmeindustrie eingesetzten Energieträger erstellen, zeigen wie das Potenzial besser ausgeschöpft werden könnte und aktuelle Hindernisse im Ausbau erörtern.¹³

Raumplanung und Wohnungswesen

Raumplanung

POSTULAT
DATUM: 25.09.2019
SEAN MÜLLER

Im September 2019 nahm der Ständerat das Postulat der UREK-SR zur **Erleichterung der Verdichtung** stillschweigend an. Damit wurde der Bundesrat beauftragt aufzuzeigen, wie energetisches Sanieren und Verdichten in Bauzonen optimal kombiniert werden können. Abgesehen von dem von Kommissionssprecher Damian Müller (fdp, LU) hervorgehobenen «Zielkonflikt zwischen der CO₂-Reduktion und dem Heimat- und Ortsbildschutz» gehe es hierbei auch um föderale Fragen, wie Werner Luginbühl (bdp, BE) erklärte. Denn sowohl auf Bundesstufe wie auch in den Kantonen sei der Handlungsbedarf aufzuzeigen.¹⁴

Umweltschutz

Umweltschutz

POSTULAT
DATUM: 17.06.2021
BERNADETTE FLÜCKIGER

Barbara Schaffner (glp, ZH) wollte den Bundesrat mit einem im September 2020 eingereichten **Postulat** beauftragen, einige Fragen rund um das Thema **Hochbau und Klimaneutralität** zu beantworten. In einem Bericht solle der Bundesrat festhalten, mit welchen Massnahmen die Hochbau-Branche mit dem Netto-Null-Ziel kompatibel werden könne. Dabei solle der Bundesrat insbesondere den Einsatz von Holz und weiteren nachwachsenden Dämmstoffen, das Recycling von Baustoffen sowie die sogenannte Rekarbonisierung von Beton diskutieren. Unter Rekarbonisierung von Beton wird der Prozess verstanden, bei welchem rezykliertes Beton CO₂ aus der Atmosphäre absorbiert. Der Bundesrat solle auch darlegen, welchen Beitrag an das Ziel der Klimaneutralität einzelne Massnahmen leisten könnten und wie solche Massnahmen finanziell gefördert oder gar regulatorisch vorgeschrieben werden könnten. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulates. Nachdem dieses von Thomas Burgherr (svp, AG) bekämpft worden war, kam es in der Sommersession 2021 in den Nationalrat. In diesem Rahmen argumentierte Nationalrätin Schaffner, dass es höchste Zeit sei, die graue Energie von Gebäuden zu thematisieren, denn Berechnungen hätten ergeben, dass ein Gebäude ca. 40 Prozent seiner Klimabelastung schon in der Bauphase generiere. Thomas Burgherr stimmte zu, dass das nachhaltige Bauen gefördert werden solle, lehnte aber staatliche Massnahmen und Vorschriften ab. In der Abstimmung sprachen sich 122 Mitglieder der grossen Kammer für das Postulat aus, 66 stimmten dagegen und 3 enthielten sich der Stimme. Nebst der geschlossen stimmenden SVP-Fraktion votierten auch zahlreiche Mitglieder der Mitte-Fraktion gegen das Postulat.¹⁵

1) AB NR, 2016, S. 1486f.
2) BO CN, 1999, p. 2672
3) BO CN, 2009, p. 228.
4) BO CN, 2009, p. 1367 s.
5) BO CN, 2011, p. 1016.
6) BO CE, 2012, p. 1250.
7) BO CN, 2013, p. 512.
8) BO CN, 2013, p. 1743.
9) BO CN, 1989, p. 382 ss.; Suisse et NZZ du 5.7.89.
10) BO CN, 2012, p. 1790.
11) FF, 1993, I, p. 612 s.; Suisse, 6.4.92.
12) AB NR, 2013, S. 1186
13) AB NR, 2019, S.2429
14) AB SR 2019, S. 940 ff.
15) AB NR, 2021, S. 1430 f.